Eau et rÃ©silience : Les stratÃ©gies des dominants en question

Le postulat de l'inÃ©vitabilitÃ© de la pÃ©nurie des ressources en eau est Ã la base d'une justification "rÃ©aliste" du principe de rÃ©silience. Or, la rÃ©silience est clairement asservie Ã l'impÃ©ratif de compÃ©titivitÃ© des plus puissants. En rÃ©alitÃ©, la sÃ©curitÃ© qui compte est celle visant Ã crÃ©er les conditions minimales pour assurer la sÃ©curitÃ© pour tous les membres d communautÃ© humaine, pour tous les habitants de la Terre et pour toutes les espÃ¨ces vivantes. Par Riccardo PETRELLA, H2o mars 2020.

EAU & RÃ‰SILIENCE

Les stratÃ©gies des dominants en question

Le postulat de l'inÃ©vitabilitÃ© de la pÃ©nurie des ressources en eau est Ã la base d'une justification "rÃ©aliste" du principe de rÃ©silience. Or, la rÃ©silience est clairement asservie Ã l'impÃ©ratif de compÃ©titivitÃ© des plus puissants. En rÃ©alitÃ©, la sÃ©curitÃ© qui compte est celle visant Ã crÃ©er les conditions minimales pour assurer la sÃ©curitÃ© pour tous les membres d communautÃ© humaine, pour tous les habitants de la Terre et pour toutes les espÃ¨ces vivantes.Â

Riccardo PETRELLAprofesseur d'universitÃ©, membre de l'AcadÃ©mie europÃ©enne des sciences et des arts

fondateur du Groupe de Lisbonne

ainsi que du ComitÃ© International pour le Contrat Mondial de l'Eau

publication initiale -Â Wall Street International Magazine

H2o - mars 2020

Â

L'eau de la planÃ¨te est dans un Ã©tat de plus en plus critique, dÃ©stabilisÃ©, dÃ©vastant. Jadis limitÃ©e Ã certaines rÃ©gion monde, la sÃ©cheresse se manifeste partout, mÃªme en Amazonie. Les inondations rÃ©currentes Ã©taient spÃ©cifiques Ã des territoires, voire Ã des Pays (les Chinois en savent quelque chose et, Ã une moindre Ã©chelle, les Bruxellois). Aujourd'hui, elles ont pris demeure partout et "jouent" avec les sÃ©cheresses Ã qui fait plus de ravages. Loin de diminuer, voire disparaÃ®tre, les Ã©normes inÃ©galitÃ©s actuelles dans l'accessibilitÃ© Ã l'eau bonne pour la vie sont destinÃ©es Ã s'aggrav qui montre cruellement comment les habitants de la Terre ne sont pas Ã©gaux face au droit Ã la vie et n'habitent pas la Terre dans la mÃªme dignitÃ© et libertÃ©.

La pÃ©nurie d'eau, scÃ©nario inÃ©vitable ?

La pÃ©nurie - entendre : il n'y aura pas d'eau en suffisance pour tout le monde - est donnÃ©e comme le scÃ©nario non seulement le plus probable, mais inÃ©vitable. D'aprÃ¨s les estimations des agences compÃ©tentes de l'ONU et du GIEC

(Groupe intergouvernemental sur l'Ã©volution du climat), "la crise mondiale" de l'eau ne serait qu'Ã son commencement. [1] D'ici la fin du siÃ¨cle, on annonce une planÃ¨te assoiffÃ©e. Environ 400 villes parmi les plus peuplÃ©es au monde seraient Ã sec dÃ¨s 2050. Ã€ l'opposÃ©, on estime que 570 villes importantes seront concernÃ©es l'invasion des eaux inondÃ©es Ã cause de l'Ã©lÃ©vation du niveau des mers liÃ©e Ã la fonte des glaciers et des calottes polaires. [2] De nombreu fleuves, riviÃ¨res et lacs du monde sont dÃ©jÃ malades, en voie d'assÃ©chement ou de disparition en raison des prÃ©lÃ¨vements excessifs et de la grave contamination et pollution d'origine agricole, industrielle et miniÃ¨re subie surtout au cours du siÃ¨cle dernier. [3]

AprÃ¨s plus de 60 ans de croissance Ã©conomique mondiale, on aurait cru, comme promis et prÃªchÃ© dans toutes les Ã©glises de l'Ã©conomie capitaliste de marchÃ©, que la richesse du monde aurait contribuÃ© Ã rÃ©soudre les grands problÃ¨m de l'appauvrissement et des inÃ©galitÃ©s dans l'accÃ¨s aux biens et services essentiels pour la vie. En lanÃ§ant en 1977 la premiÃ¨re DÃ©cennie internationale de l'Eau (1981-1990), l'ONU et la Banque mondiale n'avaient-elles pas annoncÃ© que l'objectif Ã©tait d'assurer l'accÃ¨s Ã une quantitÃ© minimale de litres d'eau potable par jour pour tous les habitants de la Terre ?

Effectivement, la richesse monÃ©taire (PNB mondial) est passÃ©e de 16 000 milliards de dollars en 1960 Ã 87 200 milliards en 2018 (4,6 fois plus, alors que la population mondiale a augmentÃ© de 4 Ã 7,6 milliards, moins que le double). [4] Mais, selon les derniers chiffres publiÃ©s par l'ONU concernant 2018, il y a toujours sur la Terre 2,1 milliards de personnes sans accÃ¨s Ã l'eau potable par des installations "amÃ©liorÃ©es". Cela signifie que leurs sources d'eau sont contaminÃ©es ; 4,1 milliards sans accÃ¨s Ã des installations sanitaires "protÃ©gÃ©es". ConcrÃ¨tement, ils font leurs besoins dans la rue ; plus de 4 milliards sans accÃ¨s rÃ©gulier et suffisant Ã l'eau saine au moins pendant un mois, voire plus, au long de l'annÃ©e. [5]

OÃ¹ est allÃ©e la richesse du monde ?

Les chiffres sont intolÃ©rables. Elle est allÃ©e surtout dans les bourses des 2 153 milliardaires (annÃ©e 2019), en constante croissance depuis plus de 30 ans, qui possÃ¨dent dÃ©sormais autant de richesse que 4,6 milliards d'habitants de la Terre !Â [6] Et cela grÃ¢ce, entre autres, Ã une politique de rÃ©duction des taxes directes sur le revenu et la fortune et Ã la lÃ©galisation de l'Ã©vasion fiscale (paradis fiscaux). Elle est allÃ©e aussi, sans difficultÃ©s, dans les coffres-forts des producteurs et marchands d'armes. Les dÃ©penses militaires mondiales par an en 2018 ont atteint le chiffre record de 1 trillion (mille milliards) et 822 milliards de dollars.[7] En revanche, les dÃ©penses supposÃ©es nÃ©cessaires pour assurer l'accÃ¨s universel Ã l'eau potable pour tous (25 litres par jour pour les populations des pays "en voie de dÃ©veloppement" !) n'ont jamais atteint les 180 milliards de dollars par an pendant 10 ans (1 800 milliards) que la Banque mondiale en 1991 avait estimÃ© reprÃ©senter le minimum de l'investissement mondial additionnel dans le domaine de l'eau, du logement, de la santÃ© !

Et toi, DÃ©claration universelle des droits de l'Homme, dans quel endroit cachÃ© de la Terre t-a-t-on abandonnÃ©e ?

Pourtant les rendements financiers des fonds d'investissement bleus, ceux destinÃ©s au financement des entreprises actives dans le domaine de l'eau, ont toujours Ã©tÃ© en croissance depuis le lancement en l'an 2000 du premier fonds bleu par la banque privÃ©e suisse Pictet. [8] Le dÃ©tournement de la richesse mondiale au profit d'une infime minoritÃ© de puissants dÃ©tenteurs de capitaux n'a d'Ã©gal que l'accaparement des terres et des eaux d'Afrique, d'AmÃ©rique latine et ailleurs qui, depuis les annÃ©es 1990, continue imperturbable et reprÃ©sente sous des formes diffÃ©rentes une nouvelle phase de colonisation/exploitation des autres (le grand nombre) par les uns (petit nombre). Les nombreux "fossÃ©s" dont le monde est fracturÃ© (le dernier est le "Human Divide" liÃ© Ã l'intelligence artificielle) sont devenus l'objet de prÃ©occupations mÃªmes des Ã©ditorialistes des mÃ©dias dominants.

Pourquoi la rÃ©silience prÃªchÃ©e n'est pas la bonne rÃ©ponse ?

C'est dans le contexte ci-dessus dÃ©crit qu'il convient de "situer" la question de la stratÃ©gie de la rÃ©silience en tant que rÃ©ponse aux enjeux et problÃ¨mes posÃ©s par les dÃ©sastres environnementaux et socio-Ã©conomiques, en particulier par la rarÃ©faction de l'eau. Or, dans une rÃ©flexion prÃ©cÃ©dente sur la stratÃ©gie de la rÃ©silience, [9] nous avons Ã©noncÃ©, sa analyser, une sÃ©rie de limites :

- le postulat de l'inÃ©vitabilitÃ© qui justifierait dÃ¨s le dÃ©part la fracture duale entre rÃ©silients et non rÃ©silients ;

- la contribution Ã une distorsion socio-politique dans l'identification et la dÃ©finition de l'enjeu majeur concernant l'eau qui n'est pas la sÃ©curitÃ© autocentrÃ©e, corporative et excluante, mais la sÃ©curitÃ©/responsabilitÃ© collective de la vie de tous habitants de la Terre ;

- l'espace Ã©co-sociÃ©tal restreint (dimensions technologiques et Ã©conomico-financiÃ¨res essentiellement) auquel la rÃ©silience conduit en rÃ©duisant la solution de la rarÃ©faction Ã un problÃ¨me de gestion efficiente de la relation marchande entre la demande (en croissance) et l'offre d'eau douce (forcÃ©ment stable, insuffisante par rapport Ã la premiÃ¨re), et enfin,

- la faible cohÃ©rence de la rÃ©ponse rÃ©siliente Ã la triple question de la sacralitÃ©, gratuitÃ© et universalitÃ© de la vie (et, d du droit Ã et de l'eau) de tous les Ãªtres vivants (non seulement humains mais aussi espÃ¨ces animales, vÃ©gÃ©tales...).

Le postulat de l'inÃ©vitabilitÃ© de la pÃ©nurie est Ã la base de la justification "rÃ©aliste" du principe de rÃ©silience. Il constitue cependant, une supposition plausible uniquement si les responsables du monde pouvaient dÃ©montrer qu'il est concrÃ¨tement impossible de prendre les mesures nÃ©cessaires pour arrÃªter l'action des facteurs gÃ©nÃ©rateurs de la rarÃ©faction de l'eau (dÃ©sastre Ã©cologique et marchandisation, privatisation et financiarisation spÃ©culative de l'eau et des services hydriques). Or, mÃªme les travaux du GIEC (auxquels participent plus de 2 500 scientifiques de la planÃ¨te) confirment qu'il est possible de rÃ©duire en-dessous de 2 Â°C la croissance de la tempÃ©rature moyenne mondiale de l'atmosphÃ¨re en baissant d'ici 2050 les Ã©missions des gaz Ã effet serre au niveau dit "zÃ©ro-nul". Un tel objectif rÃ©duirait le rÃ©chauffement de l'atmosphÃ¨re et ses consÃ©quences, dont les effets sur l'eau sont parmi les plus significatifs en termes d'impacts sur le fonctionnement de la vie de la Terre. En outre, rien n'empÃªche de renverser les processus de marchandisation et privatisation.

La deuxiÃ¨me limite nÃ©cessite une rÃ©flexion sur la distorsion du sens que l'on donne au concept de sÃ©curitÃ© hydrique. Tout confirme (travaux scientifiques, dÃ©finition des prioritÃ©s par les pouvoirs politiques et sondages auprÃ¨s des citoyens...) que l'enjeu numÃ©ro un est constituÃ© par la sÃ©curitÃ© de l'eau, aussi bien en termes d'approvisionnement et d'accÃ¨s Ã l'eau dans la quantitÃ© et la qualitÃ© nÃ©cessaires pour la vie qu'en termes de sauvegarde et promotion du bon Ã©tat Ã©cologique des eaux de la planÃ¨te. Or, actuellement, la vision que nos sociÃ©tÃ©s et populations ont de la sÃ©curitÃ© l'eau est essentiellement autocentrÃ©e, excluante. D'une part, au niveau des individus et des communautÃ©s humaines, l'accent est mis sur la sÃ©curitÃ© pour son propre bien-Ãªtre et survie ("l'eau dans ma ville, dans ma rÃ©gion"). On exalte aussi la "sÃ©curitÃ© nationale" au niveau international surtout en fonction des intÃ©rÃªts Ã©conomiques dits "nationaux" (qui ne correspondent pas souvent aux intÃ©rÃªts de tous les habitants du pays). D'autre part, au niveau des acteurs Ã©conomiques, c'est la prioritÃ© donnÃ©e aux intÃ©rÃªts corporatifs. Chaque secteur Ã©conomique, chaque entreprise ou banque, ne pense qu'Ã la sÃ©curitÃ© pour le maintien, la prospÃ©ritÃ© et la croissance de son activitÃ© (tel est le sens de la sÃ©curitÃ© hydrique pour NestlÃ©, Danone, Unilever, Coca-Cola, Buitoni, Bayer, Syngenta, Bouygues, IBM, Microsoft, Rio Tinto, BHP, Shell, ExxonMobil, Total...). [10]

Or, la stratÃ©gie de la rÃ©silience favorise l'acceptation de cette conception de la sÃ©curitÃ© et donc les choix politiques et Ã©conomiques des dominants. Toute entreprise se considÃ¨re lÃ©gitimÃ©e Ã viser sur sa puissance financiÃ¨re, industrielle et technologique pour assurer sa rÃ©sistance et son adaptation et modification aux chocs hydriques. De mÃªme, chaque Ã‰tat cherchera Ã maintenir sa lÃ©gitimitÃ© et son rÃ´le identitaire en privilÃ©giant la rÃ©silience "nationale", du pays. La rÃ©silienc

asservie Ã l'impÃ©ratif de la compÃ©titivitÃ© des plus puissants. S'agit-il d'une nouvelle maniÃ¨re de parler et pratiquer la compÃ©titivitÃ© ? Assisterons-nous au mÃªme piÃ¨ge dans lequel la compÃ©titivitÃ© "nationale" des entreprises pour la croissance et la conquÃªte guerriÃ¨re des marchÃ©s a fait ruiner la politique de l'emploi, la sÃ©curitÃ© sociale et le rÃ´le des syndicats ouvriers ?

La sÃ©curitÃ© qui compte ne peut Ãªtre, en revanche, que celle de la sÃ©curitÃ©/responsabilitÃ© mutualiste et coopÃ©rative v Ã crÃ©er les conditions minimales pour assurer la sÃ©curitÃ© pour tous les membres d'une communautÃ© humaine, pour tous les habitants de la Terre,Â pour toutes les espÃ¨ces vivantes. L'histoire montre que l'opposÃ© de cette sÃ©curitÃ© - la sÃ©curit militaire, qui postule que les plus puissants survivent car ils dominent - signifie nÃ©cessairement la mort des autres, considÃ©rÃ©s des ennemis (potentiels et rÃ©els). Pour cette raison, la paix n'est pas l'absence temporaire de guerre, mais la mise hors-la-loi de la guerre. Il en va de mÃªme de la sÃ©curitÃ© hydrique : elle ne peut pas Ãªtre la mort des non-rÃ©silients e la survie temporaire des rÃ©silients. Elle est la promotion et la sauvegarde des conditions minimales indispensables pour la vie pour tous en Ã©gale dignitÃ©.

Ils ont par consÃ©quent raison, celles et ceux qui, Ã la lumiÃ¨re de leurs expÃ©riences concrÃ¨tes de "gouvernement" de l'eau au niveau local/rÃ©gional, soulignent le rÃ´le fondamental Ã jouer dans le systÃ¨me politique par l'intÃ©gration entre Ã©cologie et Ã©conomie et sont concernÃ©s par les changements structurels Ã apporter aux systÃ¨mes actuels axÃ©s sur la prÃ©dation de la vie et des biens communs mondiaux publics tels que l'eau, opÃ©rÃ©e jusqu'ici au nom de la croissance, de la compÃ©titivitÃ©, de l'efficience, de l'enrichissement.

Ils ont aussi raison de soutenir que la rÃ©silience ne saurait Ãªtre que collective, commune et gÃ©nÃ©rale. Collective, comme la libertÃ© : on est libre tous ensemble, sinon il n'y a pas de libertÃ©. Commune, comme la justice : l'Ã©galitÃ© dans les droits et la dignitÃ© des responsabilitÃ©s est essentielle, sinon il n'y a pas de justice. GÃ©nÃ©rale, comme la dÃ©mocratie : le pouvoi est diffusÃ© partout, capillaire, il est transparent, fluide, sinon il n'y a pas de dÃ©mocratie. La dÃ©saffection des citoyens envers la dÃ©mocratie, c'est parce qu'ils se rendent compte qu'ils ont Ã©tÃ© expropriÃ©s de leur "reprÃ©sentation" et qu'ils ne participent pas directement aux dÃ©cisions et au pouvoir de rÃ©gulation.

Ils ont raison, enfin, d'affirmer que la rÃ©silience doit Ãªtre dÃ©finie en tant que "ensemble de mesures et actions Ã©laborÃ©es et mises en œuvre collectivement permettant d'augmenter la rÃ©sistance et la soliditÃ© de structures sociÃ©tales Ã des chocs crises".Â [11] D'oÃ¹ l'intÃ©rÃªt Ã bien distinguer et valoriser, au niveau de la gestion concrÃ¨te, la rÃ©silience organisationnelle (structures de coopÃ©ration et de dÃ©cision non compÃ©titives), la rÃ©silience fonctionnelle (structures assurant des niveaux d'indÃ©pendance adÃ©quate concernant l'approvisionnement et de l'usage des ressources) et la rÃ©silience Ã©conomique (structures d'organisation des "rÃ¨gles de la maison", mutualistes, plurielles, fÃ©dÃ©ratives, flexibles).

Tout ce qui prÃ©cÃ¨de illustre visiblement que le chemin Ã accomplir est encore Ã©norme si l'on veut aussi surmonter la troisiÃ¨me et quatriÃ¨me limite de la stratÃ©gie de la rÃ©silience.

La troisiÃ¨me limite concerne l'espace Ã©co-sociÃ©tal rÃ©duit de rÃ©fÃ©rence de la rÃ©silience proposÃ©e actuellement. D'ap vision marchande et productive prÃ©dominante de l'eau, le problÃ¨me auquel doit faire face la rÃ©silience est rÃ©duit Ã un problÃ¨me d'inadÃ©quation de l'offre face Ã une demande croissante d'eau. Ainsi, les agences de l'ONU et le World Economic Forum prÃ©voient qu'en 2050 le dÃ©ficit hydrique sera de 40 % par rapport Ã la demande. [12]

Or, les ajustements possibles du cÃ´tÃ© de l'offre restent, par nature, plutÃ´t limitÃ©s. La quantitÃ© d'eau douce disponible de

la planÃ¨te ne peut pas Ãªtre augmentÃ©e. Le dessalement de l'eau de mer, par exemple, ne pourra faire croÃ®tre que marginalement le volume de l'offre. Il en va de mÃªme des solutions technologiques visant l'amÃ©lioration de la productivitÃ© hydrique notamment en agriculture qui reprÃ©sente 70 % des prÃ©lÃ¨vements totaux mondiaux de l'eau. "More crops per water drop" a Ã©tÃ© le slogan usÃ© par Syngenta ces derniÃ¨res annÃ©es pour faire croire que les entreprises agricoles pouvaient contribuer Ã rÃ©soudre le gap gestionnaire grÃ¢ce Ã des mesures technologiques. MÃªme son de cloche du cÃ´tÃ© de Coca-Cola qui promet de produire davantage de bouteilles par an de sa prÃ©cieuses boisson car elle a signÃ© un accord avec une entreprise californienne qui a inventÃ© un processus de production de bouteilles plastiques demandant de 10 Ã 20 % moins d'eau pour les produire.

Les manœuvres sur l'offre ne pouvant offrir des solutions adÃ©quates, il faut agir, dit-on, sur la demande dans le but prioritaire de rÃ©duire la consommation en Ã©liminant les gaspillages, les pertes, les abus et, le cas Ã©chÃ©ant, en rationnant les concessions d'exploitation. Ã€ cette fin, l'un des leviers les plus efficaces, selon la pensÃ©e dominante, est et devra Ãªtre le prix de l'eau, basÃ© sur le principe de la rÃ©cupÃ©ration des coÃ»ts totaux, y compris la rÃ©munÃ©ration du capital, le profit (full cost recovery principle). AdoptÃ© au Royaume-Uni, en France, aux Ã‰tats-Unis, en Australie, en Allemagne, etc., ce principe est Ã©galement Ã la base de la philosophie et de la culture politique de la directive cadre europÃ©enne sur l'eau de l'an 2000.Â [12] Depuis, il est devenu le principe fondamental de "l'ordre hydrique mondial" (OHM) imposÃ© par les dominants.Â [13] Une grande importance est attribuÃ©e aussi Ã un autre levier : le levier fiscal, dans le sens de la rÃ©duction des taxes et de l'augmentation des mesures d'incitation Ã l'investissement en innovations technologiques et gestionnaires, sans oublier le rÃ´le majeur attribuÃ© aux marchÃ©s libÃ©ralisÃ©s et dÃ©rÃ©gulÃ©s de l'eau et des services hy pour la sÃ©lection des investissements efficients. VoilÃ les idÃ©es maÃ®tresses des dominants en la matiÃ¨re.

On peut facilement imaginer les formes de rÃ©silience que de telles conceptions et solutions seront capables d'enfanter et promouvoir. Ce ne seront certainement pas des formes cohÃ©rentes avec les principes de sacralitÃ©, gratuitÃ© et universalitÃ© du droit Ã et de la vie qui, Ã mon avis, devraient Ãªtre inscrits sur les frontons des Ã©coles et des universitÃ©s du monde entier.

On souligne ainsi la quatriÃ¨me et derniÃ¨re limite de la stratÃ©gie de la rÃ©silience : l'absence totale de liens avec les principes de sacralitÃ©, de gratuitÃ© et d'universalitÃ© du droit Ã et de l'eau. En analysant les dizaines de rapports et ouvrages sur la sÃ©curitÃ© hydrique d'organisations prestigieuses nationales et internationales (exemple le rapport de l'IAC, un organisme rassemblant les anciens chefs d'Ã‰tat et de gouvernement du monde), [14] ainsi que les agendas des Ã‰tats puissants tels que les Ã‰tats-Unis, la Chine, l'Allemagne, le Japon, l'Inde, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le BrÃ©sil, le Mexique, l'IndonÃ©sie, etc., il ne m'est jamais arrivÃ© de tomber sur les mots sacralitÃ© de l'eau et gratuitÃ© des services essentiels pour la vie. J'ai notÃ© aussi un abandon grandissant de toute rÃ©fÃ©rence au principe d'universalitÃ© du droit. Ã‰tonnant : plus on parle de capacitÃ©s technologiques et de puissance Ã©conomique Ã la base de la stratÃ©gie de la rÃ©silience et de prix de l'eau, plus les mots sacralitÃ©, gratuitÃ© et universalitÃ© disparaissent des narrations de l'eau et du langage quotidien des habitants de la Terre, Ã quelques exceptions prÃ¨s, comme celle des peuples dits indigÃ¨nes.

La premiÃ¨re partie de ces rÃ©flexions sur la rÃ©silience s'est terminÃ©e avec le rejet total de l'idÃ©e que les damnÃ©s de la Terre doivent Ãªtre acceptÃ©s comme un futur inÃ©vitable. J'ai envie de conclure cette partie en disant qu'il faut combattre avec toutes nos forces contre les sociÃ©tÃ©s et les systÃ¨mes qui ont fait de la marchandisation de la vie (dans ce cas de l'eau) et de sa dÃ©-sacralisation le fondement de leur existence. L'extinction de la vie que nous connaissons commence par cela.Â â–„Â Â

Â

Â L'auteur

Professeur Ã©mÃ©rite de l'UniversitÃ© catholique de Louvain (UCL, Belgique) etÂ professeur d'Ã©cologia humaine Ã l'Accademia di Architettura di Mendrisio (Suisse), Riccardo Petrella a Ã©tÃ© directeur du Centre europÃ©en de coordination de recherche en sciences Ã©conomiques et sociales/UNESCO (Vienne, Autriche), puis directeur du Programme FAST (Forecasting and Assessment in Science and Technology) Ã la Commission des communautÃ©s europÃ©ennes (aujourd'hui, Commission europÃ©enne). Il a fondÃ©, en 1993, le Groupe de Lisbonne, en 1997, le ComitÃ© international pour le contrat mondial de l'eau et, en 2001, l'UniversitÃ© du Bien Commun. Il a Ã©galement Ã©tÃ©, en 2017, le promoteur de l'Agora des Habitants de la Terre.

Dr honoris causa de huit universitÃ©s en SuÃ¨de, Danemark, Belgique, France, Canada, Argentine, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont : Limites Ã la compÃ©titivitÃ© (La DÃ©couverte, Paris ; BorÃ©al, MontrÃ©al et Labor, Bruxelles) ; Lim to Competition (MIT Press, Boston) ; Le bien commun (Labor, Bruxelles) ; Le manifeste de l'eau (Labor, Bruxelles et Page, Lausanne) ; The Water ManifestoÂ (ZED Books, UK) ; Il diritto di sognare, (Sperling & Kupfer, Milano) ; DÃ©sir d'humanitÃ©, (Labor, Bruxelles) ;Â Pour une nouvelle narration du monde (Ã‰cosociÃ©tÃ©, MontrÃ©al) ;Â Au nom de l'humani (Couleur Livres, Mons).

Â

Â ResSources

1. Rapport Mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2019. Ne laisser personne pour compteÂ -Â WWAP (World Water Assessment Program), UNESCO, 2019

Water ScarcityÂ -Â UN Water, 2019

2. Une vingtaine de grandes villes sont sous extrÃªme pression. Parmi les cas plus fameux : Jakarta, Bangkok, Dacca, Chittagong, Shanghai, Shenzhen, Osaka, Le Cap, Lagos, Alexandrie, Abidjan... Selon le dernier rapport du GIEC plus de 300 millions de personnes sont sÃ©rieusement menacÃ©es d'abandonner leur localitÃ© et monteraient Ã 680 millions si le rÃ©chauffement de l'atmosphÃ¨re devait dÃ©passer 2 Â°C.

Voir aussiÂ La hausse des ocÃ©ans n'Ã©pargnera pas les grandes puissances mondialesÂ - Futura Sciences, aoÃ»t 2019

3. Tableau synoptique de l'Ã©tat Ã©cologique des principaux fleuves et lacs du monde - AnnÃ©es 2010, Ã partir d'un travail d documentation rÃ©alisÃ© en 2018 par Agostino Candito, pour RAMPEDRE et inclu, rÃ©visÃ©, en tant que appendice dans Riccardo Petrella, Le futur de l'eau, Ã‰ditions Couleurs Livre, Mons, 2020, en voie de publicationÂ

4.Â Historical GDB by country statistics from the World Bank. 1960-2018

5.Â Progress on household drinking water, sanitation and hygiene, 2000-2017 Â - UNICEF, 2019

6.Â Celles qui comptentÂ - Oxfam, janvier 2020Â

7.Â SIPRI Yearbook 2019Â - RÃ©sumÃ© en franÃ§ais

8. Le fonds Pictet a dÃ©sormais plus de 4,4 milliards d'euros de capitalisation. Sa performance globale est de plus de 175 % depuis son lancement. Il investit dans l'approvisionnement et le traitement d'eau. Selon une Ã©tude de Foreign Economy, l'ensemble des fonds d'investissements dans l'eau se porte bien, affichant une croissance moyenne de 6 % au cours des 15 derniÃ¨res annÃ©es. MÃªme si l'on inclut ces fonds parmi les "fonds Ã©thiques", ne nous y trompons pas : ces fonds sont trÃ¨s rentables et les milieux financiers considÃ¨rent l'eau comme "the ultimate commodity", l'ultime commoditÃ©.

9. Riccardo Petrella,Â La stratÃ©gie de la rÃ©silience. Solution ou dÃ©sastre Ã©cologique ? -Â Wall Street International Maga fÃ©vrier 2020.

10. Voir les craintes sur la crise de l'eau exprimÃ©e par le monde du business lors du World Economic Forum -The Global Risks Report 2019Â

11. Module RÃ©silience Hydrique. RÃ©union 2, 15 janvier 2020 - Document interne au groupe de travail sur la rÃ©silience hydrique crÃ©Ã©e en Belgique francophone par un groupe d'associations

12.Â Directive cadre europÃ©enne sur l'eau 200060/CE

13. Pour une analyse approfondie de l'OHM, voir Riccardo Petrella, Le futur de l'eau, op. cit.

14. Bigas, H. (Ed.), 2012. The Global Water Crisis: Addressing an Urgent Security Issue. Papers for the InterAction Council, 2011-2012. Hamilton, Canada : UNU-INWEH. Dans ce document, non seulement on insiste sur l'importance stratÃ©gique de l'eau, et donc de sa disponibilitÃ©, pour les activitÃ©s Ã©conomiques mais on fait place Ã une contribution qui soutient que la stratÃ©gie basÃ©e sur la concrÃ©tisation du droit universel Ã l'eau rÃ©duit les capacitÃ©s de nos sociÃ©tÃ©s à rÃ©soudre la crise de l'eau.